

and Smelting Company, la Canadian Car and Foundry Company, et autres pour la production de produits chimiques, d'explosifs et de propulseurs. La surveillance de ces entreprises, dont il en existe plus de 50 à l'heure actuelle, se fait conjointement par l'Allied War Supplies Corporation et la firme en cause. De plus, une assistance-capital tangible est accordée aux firmes engagées dans l'avionnerie, la construction navale et dans le vaste champ de la production de munitions. En certains cas les entreprises de guerre sont la possession entière du Gouvernement qui les exploite (e.g. Dominion Arsenals, National Railways Munitions Ltd., Toronto Shipbuilding Co., Victory Aircraft Ltd. et Research Enterprises Ltd.), tandis qu'en d'autres cas les entreprises appartiennent au Gouvernement mais sont exploitées par des particuliers (e.g. les Defence Industries Ltd. et Canada Strip Mill Ltd.). Dans la majorité des cas les entreprises sont partiellement financées par le Gouvernement et exploitées par l'industrie privée.

La Wartime Housing Limited, relevant du Ministère des Munitions et Approvisionnements, fournit les habitations nécessaires aux employés des usines de guerre, dont plusieurs sont situées dans des localités maigrement développées qui ont besoin de nouvelles facilités de logement. Dans d'autres municipalités l'expansion de guerre a intensifié le besoin d'autres facilités de logement. Les dépenses imputables au logement au 31 décembre 1942 s'élèvent à \$39,730,590 et les engagements indépensés, à \$29,332,016. Il est estimé que les décaissements de la Wartime Housing en 1944 s'établiront à \$20,000,000 approximativement.

Les dépenses gouvernementales en fait de construction sont de \$260,000,000 pour l'année civile 1942, comparativement à \$189,000,000 en 1941 et se répartissent comme suit: Forces armées, \$189,000,000; cette partie de l'assistance-capital à l'entreprise privée affectée à la construction, \$42,000,000; et la Wartime Housing Limited, \$29,000,000. Des engagements ont été pris pour l'expansion continue des entreprises de guerre en 1943.

Quant à l'emploi dans les entreprises de défense, il est estimé qu'environ 94,000 ouvriers étaient employés à pied d'œuvre au 1er août 1942, comparativement à 80,000 en août 1941. En outre, le nombre de personnes engagées dans la production de matériaux de construction et dans les manufactures de machinerie et d'outillage destinés à de nouvelles usines et à l'agrandissement d'usines existantes est plus élevé que le nombre d'employés à pied d'œuvre. Il est estimé à environ 100,000 personnes, sans compter celles qui travaillent à la production de matériaux et de machinerie importés des Etats-Unis.

En août 1943, le nombre estimatif de personnes travaillant à pied d'œuvre pour des fins de guerre a été de 90,000.

Section 2.—Contrats adjudés et permis de bâtir

Cette section donne les statistiques barométriques des travaux réellement projetés, tels qu'indiqués par les contrats adjudés et les permis de bâtir. Ces chiffres ne se rapportent au travail exécuté durant l'année que dans la mesure où ce travail est achevé et dûment déclaré au recensement de la construction. De plus, la valeur des contrats adjudés, et surtout des permis de bâtir, sont des estimations (souvent des sous-estimations) des entreprises projetées. Il est évident que ces statistiques ne peuvent concorder avec celles de la section 3, parce que plusieurs travaux dont les contrats sont signés vers la fin d'une année ne sont souvent commencés que l'année suivante et, surtout en ce qui concerne les grandes entreprises ou les contrats accordés vers la fin d'une année, s'étendent à plus d'une année. Les chiffres donnés